

DES ÉTUDIANTS DE BOUMERDÈS DÉNONCENT LE MASSACRE EN PALESTINE

Marche ou manipulation ?

Une marche a été organisée dans la matinée d'hier à Boumerdès pour dénoncer le génocide perpétré par l'armée israélienne contre les femmes et les enfants de Ghaza.

Effectivement, l'indignation est à son comble parmi la population de la région concernant les massacres que commet l'Etat d'Israël. «Devant l'impuissance de nos gouvernants, bons seulement à nous réprimer et la complicité passive de l'Occident, il nous reste que la colère pour exprimer notre sentiment de solidarité avec les populations réprimées dans le sang pour avoir choisi le camp de la dignité», nous disait, il y a quelques jours, un cadre.

Pour revenir à la marche, quelque 500 étudiants de l'université M'hamed-Bouguerra, qui

en compte environ 23 000, ont répondu à l'appel de l'Ugel, une organisation estudiantine proche du MSP de Aboudjerra Soltani. Les marcheurs, encerclés par les policiers, ont fait le tour du centre-ville, scandant des slogans hostiles à l'Etat d'Israël et aux Juifs de manière générale. Il ont fustigé le rais égyptien pour avoir fermé les frontières aux blessés palestiniens et aux citoyens arabes qui souhaitent rejoindre la Palestine pour le djihad.

Ce sont des situations politiques qu'affectionnent particulièrement les isla-

mistes. «Allah Akbar, ouvrez les frontières pour le djihad !» «C'est scandaleux, ils ont vendu Ghaza en dollars !» «Bi dam, bi rouh, n'fidique ya Ghaza !» «Djeïch chaâb maâk ya Hamas !», tels sont les cris des manifestants, cependant, aucun slogan hostile au gouvernement algérien — que les citoyens n'hésitent pas à accuser d'inertie devant le drame vécu par les populations de Ghaza — n'a été vécu.

Il est à signaler que cette marche a carrément tourné à l'invocation religieuse. Un orateur appelant au djihad contre les Juifs a déclaré que cette guerre met en antagonisme l'Islam et le kofr. Un autre a fait faire à la foule le ser-

ment de combattre les gouvernements arabes qui travaillent pour Israël. Il fera prendre aux présents l'engagement à la foule de combattre Israël jusqu'à sa destruction totale. De la dénonciation des crimes perpétrés par l'armée israélienne contre les populations de Ghaza, des intervenants sont passés à l'antisémitisme.

Les organisateurs de la protestation ont, par ailleurs, informé les manifestants que l'administration a mis à leur disposition des bus pour prendre part à la marche qu'organise aujourd'hui l'Ugel à Alger. Ils n'ont pas manqué de remercier et l'administration et le service d'ordre.

Abachi L.

POUR UN ARRÊT IMMÉDIAT DE L'AGRESSION ISRAÉLIENNE

Le RCD appelle à soutenir l'Autorité palestinienne

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) exprime «sa solidarité sans faille avec le peuple palestinien» et exige «l'arrêt immédiat» de l'agression israélienne.

Dans un communiqué diffusé hier, le RCD estime qu'«en agressant une société, déjà meurtrie par les embargos et la répression, Israël exacerbe les dissensions qui minent la cohésion du peuple palestinien». Pour le Rassemblement, «ce même Israël

livre la Palestine aux partisans de la surenchère et de la démagogie qu'il a du reste contribué à faire émerger contre la représentation historique du peuple palestinien».

S'affichant «fidèle aux valeurs de Novembre et de la Soummam» et appelant «le peuple algérien à une mobilisation déterminée et vigilante», le RCD estime que «frapper une société meurtrie pour en aggraver les déchirements, trouve un prolonge-

ment dévastateur dans l'isolement qui accable, aujourd'hui, l'Autorité palestinienne».

Pour cette raison, le RCD considère que «le président Mahmoud Abbas doit être soutenu et aidé par tous les patriotes soucieux de voir émerger dans cette région (le Proche-Orient) une nation démocratique fondée sur la tolérance, le pluralisme et l'Etat de droit».

C. B.

EL-HADI KHALDI AUX DIRECTEURS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

DES WILAYAS DU CENTRE :

«Ouvrez un débat franc avec les jeunes !»

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, El-Hadi Khaldi, a invité les directeurs de la formation des wilayas du centre réunis hier à l'Institut de formation professionnelle de Birkhadem à Alger «à engager un dialogue avec les jeunes sur leurs préoccupations et attentes dans le secteur».

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Intervenant à l'ouverture de la rencontre régionale centre pour la préparation de la 2^e Conférence nationale sur la politique sectorielle pour la prise en charge de la jeunesse, El-Hadi Khaldi a insisté sur l'importance de «la communication avec les jeunes» en vue de mieux prendre en charge leurs préoccupations notamment celle ayant trait à la formation et à l'enseignement dans le secteur de la formation professionnelle et plus particulièrement les débouchés dans le marché de l'emploi. «Nous allons prioriser vos préoccupations et les résoudre au fur et à mesure», a promis le ministre aux représentants des jeunes présents à

la rencontre d'hier en soulignant l'intérêt de la tenue de ce genre de réunions dans l'amélioration des conditions pédagogiques dans le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

El-Hadi Khaldi en veut pour preuve, la prise en charge par les pouvoirs publics d'une partie des doléances des jeunes formulées à l'issue de la première rencontre sur la politique sectorielle tenue en février 2008.

Ainsi, on notera à ce sujet que l'Etat a consacré 50 milliards de centimes pour doter l'ensemble des établissements d'un fonds documentaire et d'espaces de lecture et 40 autres milliards de centimes



Photo: Samir Sid

pour l'ouverture d'espaces Internet dans les établissements relevant dudit ministère en collaboration avec Algérie Télécom. La première rencontre sur la politique sectorielle a également recommandé le réaménagement des salles de

cours et des espaces sportifs, ainsi que l'insertion en milieu professionnel.

Des recommandations en cours de concrétisation. A ce sujet, le ministre indiquera qu'une commission a été mise sur pied en partenariat avec le

ministère de l'Emploi pour réfléchir sur «les mécanismes de facilitation de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés».

S'agissant de l'encadrement, un conseil de partenariat sera installé vers la fin du mois de février prochain. Il s'agit d'une structure consultative regroupant les représentants de tous les ministères, experts et opérateurs économiques. Elle sera chargée de mettre en place une stratégie pour la placement des jeunes, le recyclage et la formation des formateurs et la création de nouvelles filières.

Il convient de noter que la 2^e Conférence nationale sur la politique sectorielle pour la prise en charge de la jeunesse aura lieu les 27, 28 et 29 janvier courant. «Les recommandations seront intégrées dans le prochain programme quinquennal», a encore précisé El-Hadi Khaldi.

L. M.

COMMISSION DES TRANSPORTS DE L'UGCAA :

«Nous voulons être associés au nouveau plan de transport»

En prévision du lancement d'une campagne nationale de sensibilisation sur les accidents de la route, la commission des transports de l'Union générale des commerçants et artisans d'Algérie a organisé une conférence de presse afin de faire le point sur la situation du secteur des transports en Algérie.

Sur ce chapitre, il a été expliqué qu'un nouveau plan de transport est en préparation au niveau du ministère de tutelle. Ce plan va réorganiser tout le secteur, en partant des auto-écoles au code de la route et en passant par les véhicules à usage professionnel. Le président de la commission des transports a, par ailleurs, exprimé le souhait de voir le ministère de tutelle associer la commission à l'élaboration du nouveau plan des transports.

Le conférencier a assuré qu'en tant que corporation qui active dans le secteur des transports, au fait des problèmes de fond et des besoins réels en la matière, elle peut apporter un plus. Cela est notamment le cas des chauffeurs de taxi, des transporteurs de voyageurs et des auto-écoles. Par ailleurs, un appel a été lancé aux professionnels à participer à la réussite de la campagne de sensibilisation, en organisant des journées d'étude, des conférences, afin d'expliquer dans le détail les lois en vigueur et sensibiliser aux causes des accidents de la route. Cela en collaboration avec les directions des transports de wilaya.

Le conférencier a, par ailleurs, exprimé le rejet par la commission des transports de tous les mouvements de grève ou de perturbation affectant le programme du ministère des Transports. Des perturbations qui pourraient être provoquées par des personnes qui ne représentent qu'elles-mêmes.

Il a enfin été appelé à l'élaboration d'un document qui regroupe toutes les propositions à même de participer à l'amélioration des conditions de travail des taxis, des auto-écoles et des transporteurs publics.

N. M.